

Scientia Canadensis

Canadian Journal of the History of Science, Technology and Medicine
Revue canadienne d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine

Scientia
Canadensis

Yves Gingras. *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS, 1923-1993*. Montréal, Boréal, 1994.

Fernand Dumont

Volume 18, numéro 2 (47), 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800385ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800385ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

0829-2507 (imprimé)

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumont, F. (1994). Compte rendu de [Yves Gingras. *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS, 1923-1993*. Montréal, Boréal, 1994.] *Scientia Canadensis*, 18(2), 200–203. <https://doi.org/10.7202/800385ar>

Book Reviews / Comptes rendus



Yves Gingras

Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS, 1923-1993.
Montréal, Boréal, 1994.

Le lecteur aurait pu se trouver devant l'ennuyeuse histoire d'une association doublée d'une pieuse apologie. Voici qu'Yves Gingras nous donne une excellente monographie, écrite avec sympathie mais sans complaisance. Certes, l'ACFAS est avant tout la préoccupation première de l'auteur; néanmoins, grâce à ce fil directeur, se profilent des aperçus plus vastes sur l'histoire de la société et de la culture québécoises contemporaines.

Après avoir évoqué la fondation de l'ACFAS, l'ouvrage traite, en autant de chapitres, des quatre dimensions de son activité: la propagation de la culture scientifique, la promotion de la recherche, la formation d'une communauté scientifique, les interventions publiques. Dans cette reconstitution précise et bien documentée, on retiendra avant tout, je crois, l'éclairage projeté sur l'émergence d'une communauté de chercheurs qui fut en même temps ce que je n'hésite pas à appeler un *mouvement social*. Cette conjonction est peut-être le phénomène le plus passionnant qui se dégage de ce livre.

Au départ, le projet d'une communauté scientifique était indissociable d'un diagnostic sur l'état de la collectivité francophone. Avec Étienne Parent, Errol Bouchette entre autres, on avait souligné depuis longtemps la dépendance économique des Canadiens français et l'urgence de s'en libérer. Dans un article de 1917, Marie-Victorin mettait en relation cette infériorité économique avec la carence de l'activité scientifique: "Chaque nouvelle incursion de la science étrangère sur notre sol, si elle ajoute au capital intellectuel de l'humanité, est en quelque sorte irréparable du point de vue national [...] Les empiètements, les envahissements de l'anglais sur

le français dont nous nous plaignons dans le commerce, l'industrie et les services publics ne sont rien à côté de ceux dont fatalement, et uniquement par notre incurable indifférence, nous sommes affligés sur le terrain scientifique". Marie-Victorin réclamait "une science nationalisée, celle qui consiste à scruter pour le connaître, le milieu physique, biologique ou minéral où nous vivons". Plus tard, le président Léo Pariseau reprendra la même idée et lui donnera une portée plus générale: "Une race de porteurs d'eau pourrait à la rigueur, aujourd'hui encore, être heureuse. Elle ne saurait être fière car il lui manque pour cela l'indépendance économique, plus précieuse même que l'autonomie politique. Seule la maîtrise des sciences peut apporter à un groupe ethnique l'indépendance économique et la fierté qui en découle". Et il ajoutait un mot d'ordre: "Pour la race, par l'Université".

A la lecture de ces textes et de quelques autres, faut-il parler de nationalisme? Assurément, mais en y mettant les nuances indispensables. Quand Marie-Victorin souhaitait une "science nationalisée", il songeait à une appropriation de notre milieu naturel par la connaissance; il ne manquait d'ailleurs jamais l'occasion de dénoncer le verbiage académique et la dépossession de soi par la pacotille culturelle. Le propos est à mettre en relation avec la "nationalisation de la littérature" que d'autres prônaient aussi et qui, plutôt qu'une fermeture sur soi, se voulait un enracinement dans nos propres conditions d'existence. Contre toute tentation d'interprétation par un quelconque ethnocentrisme, l'ouvrage d'Yves Gingras fournit des données irrécusables. Les pionniers étudient à l'étranger; ils y envoient leurs meilleurs étudiants. Marie-Victorin, qui parle de "nationaliser la science", se moque de ceux "que la nature de leurs travaux renferme dans notre petit milieu canadien-français" et il affirme avec force que "la biologie américaine est la première au monde", que "le professeur de l'une quelconque des sciences biologiques ne peut se dispenser de vivre dans cette ambiance bilingue sous peine de perdre contact avec les points de croissance de la science, sous peine de se fossiliser et ses élèves avec lui". Plus tard, en 1939, dans son discours présidentiel au congrès de l'ACFAS, il s'insurge contre les barrières que certains voudraient dresser entre les nations; un peuple qui dispose d'élites scientifiques, littéraires, artistiques "vivra, quels que soient l'exigüité de ses frontières et le nombre et la puissance de ses ennemis". Il insiste: "il ne suffit pas d'être de même sang et de prier le même Dieu pour que l'on puisse nous attribuer une pensée nationale; il y faut l'aliment

d'une littérature propre, d'un art distinctif. Il faut aussi une ambiance de recherche et de création scientifique".

Les débuts de l'ACFAS ont été tâtonnants jusqu'aux années 1930; commence alors la période la plus glorieuse parce qu'elle a coïncidé avec la jeunesse de la communauté scientifique. Les leaders y ont tenu naturellement un grand rôle, dont il n'y aura plus ensuite d'équivalents. Marie-Victorin était au premier rang; on voit, peut-être mieux dans ce livre qu'ailleurs, à quel point il dominait toute cette époque. L'affirmation de Jacques Rousseau, que cite l'auteur, paraît parfaitement justifiée: "La réforme scolaire ne date pas, comme la création du monde, de 1960. En réalité, 1960 a commencé trente ans plus tôt et Marie-Victorin, le père de l'Université moderne au Québec, en a été l'un des plus brillants initiateurs".

A la lecture de cet ouvrage, comment ne pas s'étonner une fois de plus des clichés encore courants sur le *nationalisme traditionnel*, comme si celui-ci avait été monolithique? Il y a eu, au Québec d'antan, une pluralité de nationalismes, qu'il ne faut pas s'empreser de juger selon une quelconque échelle de valeurs, mais que l'on devrait plutôt étudier à partir de la diversité des problèmes que l'on affrontait: se donner une mémoire historique, sortir de l'infériorité économique, entrer dans les voies de la science, créer une littérature... Tous ces projets, et d'autres, ont mobilisé des gens différents, entraîné des polémiques et des complicités.

On peut dater de l'immédiat après-guerre la fin de la phase des pionniers, la fin de ce que j'appelais un mouvement social. Ce qui nous ramène à l'importance des années 1930 dans l'histoire contemporaine du Québec. On ne peut s'empêcher de rapprocher le mouvement scientifique dont il est question dans cet ouvrage avec la mutation que subit alors la littérature et qu'a étudié, pour la poésie notamment, Jacques Blais dans un très beau livre (*De l'ordre et de l'aventure*, 1975). On fera même le rapprochement avec l'effervescence politique de ces années-là. Dans l'élection de 1936 qui porte l'Union nationale de Duplessis au pouvoir, Marie-Victorin voit "la vire d'un temps nouveau". Jacques Rousseau publie un article dans *Le Devoir* sur "Quelques aspects scientifiques de la restauration nationale". Au banquet de clôture du congrès de la même année, le président Georges Maheux s'exclame "Ordre nouveau, politique nationale n'effarouchent nullement ceux et celles qui peinent dans le champ scientifique". Il se dit convaincu que "l'État invitera sans doute les hommes de science à collaborer au relèvement de l'édifice national".

Après la dernière guerre, l'ACFAS est solidement implantée en milieu francophone. Les objectifs conçus auparavant ont été atteints: la diffusion de la culture scientifique, la réforme de l'enseignement des sciences, les éléments d'une politique scientifique. L'association reste aujourd'hui très active; les congrès annuels témoignent du vif intérêt qu'elle suscite. Toutefois, de nouveaux problèmes se posent. Les chercheurs sont devenus très nombreux; ils sont beaucoup plus spécialisés et se dispersent en de multiples sociétés et colloques, au risque de négliger les rencontres de l'ACFAS. De plus, des initiatives du début sont passées en d'autres mains. Les interrogations sur le rôle actuel de l'ACFAS n'ont donc pas manqué. M. Gingras voit encore la pertinence de l'institution à partir d'une double considération: la nécessité d'une représentation publique des chercheurs doit compenser pour la spécialisation; quelles que soient les aires de communication et d'influence des scientifiques francophones, c'est ici qu'ils trouvent les moyens de recherche et un climat favorable à leurs travaux. Ces conditions suffisent-elles à assurer la cohésion d'une véritable communauté scientifique québécoise? Pour surgir dans un contexte tout à fait nouveau, la question n'est-elle pas aussi décisive que celle qu'affrontèrent les fondateurs de l'ACFAS? Une fois de plus, c'est l'irremplaçable intérêt de l'histoire et le mérite de ce livre de nous contraindre à nous interroger sur l'avenir.

FERNAND DUMONT